



**Rapport de la délégation parlementaire canadienne  
concernant sa participation à la  
visite bilatérale en Nouvelle-Zélande et au Samoa**

**Section canadienne de l'Association parlementaire du  
Commonwealth (APC)**

**Auckland et Wellington (Nouvelle-Zélande)  
et Apia (Samoa)  
Du 1<sup>er</sup> au 10 mars 2019**

## Rapport

Une délégation de la Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth s'est rendue en Nouvelle-Zélande et au Samoa du 1er mars au 10 mars 2019. M<sup>me</sup> Yasmin Ratansi, députée et présidente de la Section, dirigeait cette délégation composée de l'honorable Vernon White, sénateur, de M. Richard Cannings, député et de M. Sukh Dhaliwal, député. M. Rémi Bourgault, secrétaire de la Section canadienne, accompagnait la délégation.

La constitution de l'Association encourage les visites entre les pays membres pour que les parlementaires puissent discuter de questions d'intérêt commun dans les relations bilatérales et de dossier liés à l'ensemble de l'organisation du Commonwealth. La visite en Nouvelle-Zélande et au Samoa visait à renforcer les liens avec nos partenaires de la région Pacifique du Commonwealth et à échanger des idées dans des domaines d'intérêt mutuel.

De nombreux sujets ont été abordés au cours de la visite bilatérale, notamment l'état de la démocratie parlementaire par rapport aux pratiques du régime de Westminster, ainsi que les défis des changements climatiques, de la sécurité, du commerce et des investissements, de la violence fondée sur le sexe et des relations avec les autochtones.

## VISITE EN NOUVELLE-ZÉLANDE

### Géographie

La Nouvelle-Zélande est un État insulaire situé dans l'océan Pacifique Sud, au sud-est de l'Australie. Sa masse continentale est de 264 537 kilomètres carrés, soit plus de deux fois la superficie de l'île de Terre-Neuve. Elle se compose de deux îles principales, l'île du Nord et l'île du Sud, ainsi que de quelques autres petites îles; la majorité de la population néo-zélandaise vit sur l'île du Nord. En juillet 2018, la population de la Nouvelle-Zélande était estimée à 4,5 millions d'habitants. Plus de 70 % de la population du pays est d'origine européenne, mais 14 % des habitants sont d'origine autochtone (Maori). La Nouvelle-Zélande compte deux langues officielles : l'anglais (89,9 %) et le maori (3,5 %). Sa capitale est Wellington et sa plus grande zone urbaine est Auckland, deux villes situées sur l'île du Nord. La Nouvelle-Zélande revendique une partie du continent antarctique<sup>1</sup>. Bien que les îles Tokelau du Pacifique Sud soient administrées par la Nouvelle-Zélande, l'île de Nioué et les îles Cook sont quant à elles des États autonomes et libres associés avec ce pays.

### Contexte politique

La Nouvelle-Zélande est une monarchie constitutionnelle dotée d'un régime parlementaire monocaméral. Le pouvoir de légiférer est détenu par le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif.

---

<sup>1</sup> Plusieurs pays revendiquant des territoires dans l'Antarctique ont signé le Traité sur l'Antarctique, y compris la Nouvelle-Zélande. Le Traité sur l'Antarctique met de côté la possibilité d'un conflit de souveraineté en prévoyant que rien de ce qui se passe pendant que le Traité est en vigueur n'aura pour effet de renforcer ou de diminuer les revendications territoriales. Les Parties au Traité ne peuvent faire de nouvelles revendications tant que le Traité est en vigueur.

L'organe exécutif est composé de ministres (au sein du cabinet et hors cabinet) et de ministères. Le chef de l'organe exécutif est le premier ministre. La première ministre actuelle est la très honorable Jacinda Ardern.

L'Assemblée législative se compose de la Chambre des représentants et du gouverneur général, dont le rôle est semblable à celui du gouverneur général du Canada : ouvrir et dissoudre le Parlement et donner la sanction royale aux projets de loi adoptés à la Chambre des représentants. Le gouverneur général est nommé par le premier ministre.

Tous les députés siègent à la Chambre des représentants et sont élus pour un mandat de trois ans. Depuis 1996, ils sont élus par le biais d'un système de représentation proportionnelle mixte (RPM). Essentiellement, les électeurs font deux choix sur leur bulletin de vote : un pour le député (siège de circonscription) et un autre pour un parti (liste de parti). Le premier sert à choisir un député dans 70 circonscriptions — dont sept circonscriptions maories — sur la base du scrutin majoritaire uninominal à un tour, tandis que le second sert à choisir un parti et à déterminer le nombre total de sièges pour chaque parti au Parlement. Tous les partis récoltant plus de cinq pour cent de ce vote (ou ayant au moins un siège de l'électorat) ont droit à d'autres sièges en fonction de la proportion des votes exprimés par parti. Normalement, on compte 50 députés appartenant à un parti, mais ce nombre peut augmenter (ce qui augmente le nombre total de sièges au Parlement pendant la législature) lorsqu'un parti obtient plus de sièges qu'il n'en a le droit selon le vote du parti. Cela s'est produit pour la première fois en septembre 2005, alors qu'il n'y avait qu'un seul député « en surnombre » du Parti Maori<sup>2</sup>.

Le nombre de députés maoris au sein de la Chambre des représentants a augmenté au fil des ans. En 1867, quatre sièges ont été attribués à des députés maoris. Toutefois, lorsque la Nouvelle-Zélande est passée au système de RPM, la loi a été modifiée de manière à ce que le nombre de sièges maoris puisse varier en fonction de la taille de leur électorat, au moyen d'un quota similaire utilisé pour déterminer le nombre de sièges en général<sup>3</sup>. À l'heure actuelle, on compte sept sièges occupés par des représentants maoris<sup>4</sup>.

Les dernières élections en Nouvelle-Zélande ont eu lieu le 23 septembre 2017; 120 députés ont été élus à la Chambre des représentants, dont 49 membres élus à partir des listes des partis (le tableau 1 ci-dessous en présente la composition)<sup>5</sup>. Le *National Party* a remporté le plus grand nombre de sièges, mais le *Labour Party* a formé un gouvernement de coalition avec l'appui du *New Zealand First Party* et du *Green Party*<sup>6</sup>. Le taux de participation aux élections de 2017 a été plus élevé que celui des deux élections précédentes réunies<sup>7</sup>. Sur les 3,2 millions de personnes inscrites sur les listes électorales, 2,6 millions (79,01 %) ont voté<sup>8</sup>. En Nouvelle-Zélande, le vote n'est pas obligatoire<sup>9</sup>.

---

<sup>2</sup> The Commonwealth, [New Zealand: Constitution and Politics](#).

<sup>3</sup> Electoral Commission, [Māori Representation](#).

<sup>4</sup> The Commonwealth, [New Zealand: History](#).

<sup>5</sup> The Commonwealth, [New Zealand: Constitution and politics](#).

<sup>6</sup> Parlement de la Nouvelle-Zélande, *Labour Party*.

<sup>7</sup> The Commonwealth, [New Zealand: Constitution and politics](#).

<sup>8</sup> Electoral Commission, [Voter Turnout Statistics](#).

<sup>9</sup> Electoral Commission, [New Zealand's System of Government](#).

## Économie

La Nouvelle-Zélande a une économie développée, et son produit intérieur brut (PIB)<sup>10</sup> est de 205,85 milliards de dollars américains (42 496 \$ US par habitant)<sup>11</sup>. L'économie néo-zélandaise est fortement tributaire de l'agriculture, en particulier de la production de viande, de produits laitiers, de fruits et légumes<sup>12</sup>. Ses principaux partenaires commerciaux sont la Chine, l'Australie et les États-Unis (É.-U.), mais d'autres pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est, dont le Japon, sont aussi importants<sup>13</sup>. La Nouvelle-Zélande a essayé de croître et de diversifier son économie en trouvant de nouveaux marchés et de nouveaux produits (comme le [vin](#) et les produits du [papier](#) [liens en anglais uniquement]), en élargissant sa base manufacturière et en concluant ou en appuyant des accords de libre-échange<sup>14</sup>. Elle occupait le premier rang du classement Doing Business 2018 de la Banque mondiale, qui mesure la facilité de faire des affaires. À titre de comparaison, les États-Unis se classaient au 6e rang et le Canada, au 18e rang<sup>15</sup>.

### Relations commerciales entre le Canada et la Nouvelle-Zélande

Selon Affaires mondiales Canada, les échanges et les investissements entre la Nouvelle-Zélande et le Canada sont modestes :

En 2017, le commerce de marchandises bilatéral avec la Nouvelle-Zélande a atteint 1,2 milliard de dollars, ce qui représente une augmentation de 6,6 % par rapport à l'année précédente. La valeur des exportations canadiennes (principalement de la machinerie et de l'équipement, du bois, des documents imprimés, des fertilisants et de la viande) a atteint 494 millions de dollars, tandis que les importations (principalement de la viande et des boissons – surtout du vin) ont augmenté à 708 millions de dollars. L'investissement bilatéral entre le Canada et la Nouvelle-Zélande représente une composante essentielle de la relation entre les deux pays, le Canada devenant la plus importante source de nouveaux investissements étrangers directs de la Nouvelle-Zélande au cours de la période de trois ans se terminant en 2016<sup>16</sup>.

Le Canada est l'un des 20 principaux partenaires commerciaux de la Nouvelle-Zélande. La Nouvelle-Zélande considère le Canada comme un marché à forte valeur ajoutée, en particulier pour ses exportations d'aliments et de vins, sa fabrication de produits spécialisés et ses technologies de l'information et des communications (TIC)<sup>17</sup>. Le bœuf congelé est la principale marchandise commerciale de la Nouvelle-Zélande exportée au Canada, et les exportations de bœuf ont augmenté de 32,8 % en 2015-2016. Les

---

<sup>10</sup> Le produit intérieur brut (PIB) mesure le revenu national et la production de l'économie d'un pays donné. Le produit intérieur brut (PIB) représente la valeur totale de tous les biens et services produits dans le pays au cours d'une période donnée. Pour plus de renseignements : Trading Economics, [New Zealand GDP](#).

<sup>11</sup> Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), [Économie de la Nouvelle-Zélande en un coup d'oeil — Perspectives économiques \(novembre 2018\)](#).

<sup>12</sup> Trading Economy, [New Zealand GDP](#); The Commonwealth, [New Zealand – Geography](#).

<sup>13</sup> The Economist, [Intelligence Unit – New Zealand](#).

<sup>14</sup> Britannica, [New Zealand – Economy](#).

<sup>15</sup> World Bank Group, [“Doing Business 2018: Reforming to Create Jobs.”](#) 2018, p. 4.

<sup>16</sup> Haut-commissariat du Canada en Nouvelle-Zélande, [Relations Canada–Nouvelle-Zélande](#).

<sup>17</sup> New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade, [Canada](#).

exportations de vin vers le Canada sont également très importantes : elles ont dépassé les 100 millions de dollars pour la première fois en 2016 <sup>18</sup>

La Nouvelle-Zélande voit également des débouchés sur le marché canadien pour les technologies de l'information en matière de santé, le bois et les matériaux de construction, la technologie agile comme la fabrication de produits spécialisés et l'écotechnologie, les aliments et boissons spécialisés et les technologies agricoles<sup>19</sup> Par contre, la Nouvelle-Zélande considère les politiques de gestion de l'offre du Canada comme un irritant commercial. Leurs exportations de produits laitiers vers le Canada sont assujetties à des contingents et à des taux tarifaires hors contingent de 250 à 300 % <sup>20</sup>.

Le Canada s'attend à ce que les relations commerciales entre le Canada et la Nouvelle-Zélande se développent dans le cadre de l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP).

## **Entretien de la délégation à Auckland, en Nouvelle-Zélande**

### **Entretien avec des représentants de la *Pacific Cooperation Foundation***

La Pacific Cooperation Foundation est une organisation non gouvernementale qui conçoit et met en œuvre des initiatives public-privé de développement économique et socioculturel dans la région du Pacifique. La fondation a été créée il y a 17 ans par le ministère des Affaires étrangères de la Nouvelle-Zélande à titre d'entité indépendante. L'organisation travaille avec 16 îles, des nations du Pacifique. Les principaux moteurs économiques de la région sont l'agriculture, la canne à sucre, les pêches et des mines. La délégation a été impressionnée par le travail de mobilisation auprès des îles malgré les contraintes de voyage.

Le Président s'est dit heureux de se rendre au Canada l'an prochain à l'occasion de la Conférence des présidents d'assemblée du Commonwealth.

## **Entretiens de la délégation à Wellington, en Nouvelle-Zélande**

### **Entretien avec le très honorable Trevor Mallard, Président de la Chambre des représentants**

Lors de cet entretien, le Président a expliqué que les parlementaires doivent faire plus pour aider les gens à comprendre le système. Très souvent, la seule chose que la population voit à la télévision est le conflit. De là sa participation à l'initiative *Parliament Engagement Strategy*. Cette stratégie fait suite à une recherche qui a démontré qu'une bonne partie de la population ne comprenait pas le fonctionnement du Parlement. Les délégués canadiens ont discuté de leurs activités de rayonnement et ont expliqué que, en raison du régime de « circonscription » auquel ils ont accès, leurs activités de rayonnement sont plus structurées; les députés visitent en effet des écoles, assistent à

---

<sup>18</sup> Ministère des Affaires étrangères et du Commerce de Nouvelle-Zélande, [Canada](#). [disponible en anglais seulement]

<sup>19</sup> Ministère des Affaires étrangères et du Commerce de Nouvelle-Zélande, [Canada](#). [disponible en anglais seulement]

<sup>20</sup> Ministère des Affaires étrangères et du Commerce de Nouvelle-Zélande, [Canada](#). [disponible en anglais seulement]

des événements et mènent des ateliers sur l'action citoyenne. De même, le Président et les délégués ont comparé la façon de voter au Parlement du Canada et en Nouvelle-Zélande. Par exemple, le vote par procuration est possible en Nouvelle-Zélande; les votes ne sont pas différés. Au chapitre des enjeux sexospécifiques, les deux parlements permettent aux femmes parlementaires de prendre un congé parental.

Le Président s'est dit heureux de se rendre au Canada l'an prochain à l'occasion de la Conférence des présidents d'assemblée du Commonwealth.

### **Entretien avec l'honorable Andrew Little, ministre des Négociations relatives au traité de Waitangi, et l'honorable Kelvin Davis, ministre des Relations entre la Couronne et les Maoris**

La rencontre a été l'occasion de discuter d'enjeux relatifs à la réconciliation et de comparer les expériences canadienne et néo-zélandaise. À cette fin, les délégués ont rencontré deux ministres responsables des questions avec les **Maoris**. Les deux ministres ont fait un retour historique sur le traité qui autorise le règlement des revendications territoriales. En 1990, deux tribus majeures ont réglé leur revendication. Environ 80 revendications seraient réglées, mais il en reste encore plusieurs. Selon eux, il est important de se tourner vers l'avenir et d'établir des partenariats avec les différents groupes. Les ministres ont aussi mentionné qu'il est important d'augmenter la représentation des groupes dans les services policiers.

### **Comités parlementaires**

Les délégués ont rencontré des membres de plusieurs comités parlementaires pour parler d'enjeux communs. Cela incluait le Comité de l'environnement; le Comité des affaires étrangères, de la défense et du commerce; le Comité des finances et des dépenses; le Comité de la gouvernance et de l'administration.

#### Comité de l'environnement

Les membres du Comité ont abordé plusieurs sujets, comme l'adaptation aux changements climatiques, l'engagement de la Nouvelle-Zélande d'éliminer d'ici 2050 les mammifères comme l'opossum et le rat; la gestion des populations de moutons et de vaches, qui sont sept fois plus nombreux que les humains; les gaz à effet de serre, l'agriculture, l'électrification des transports et la production d'énergie renouvelable.

#### Comité des affaires étrangères, de la défense et du commerce

Dans cette rencontre, les délégués ont parlé de la position de la Nouvelle-Zélande concernant le réseau 5G, les ententes de libre-échange, les changements climatiques et l'impact sur Kiribati, ainsi que le braconnage dans les pêches.

#### Comité des finances et dépenses

Cette rencontre a été l'occasion d'en apprendre plus sur la nouvelle vision relative au Well-Being Budget, présenté plus tôt cette année par la première ministre. Cela comprend plusieurs aspects comme la pauvreté des enfants, la santé mentale, la transition vers une économie plus durable, l'ère numérique en Nouvelle-Zélande et les compétences autochtones.

## Comité de la gouvernance et de l'administration

Les parlementaires ont notamment discuté du partage de l'assiette fiscale entre les gouvernements locaux et le gouvernement central en Nouvelle-Zélande.

### **Autres**

À Wellington, la délégation a été officiellement reconnue à la Chambre des représentants et a assisté à la période des questions. De plus, lors d'un dîner, la délégation a rencontré M. Clayton Mitchell, député, représentant de la Nouvelle-Zélande au sein du Comité exécutif international de l'APC ainsi que des membres du groupe d'amitié parlementaire Nouvelle-Zélande–Amérique du Nord. La délégation a aussi participé à une table ronde sur les développements récents en procédure parlementaire ainsi qu'à une table ronde sur la politique étrangère, le commerce, la région Pacifique et les changements climatiques, et rencontré des fonctionnaires du ministère des Affaires, de l'Innovation et de l'Emploi. De plus, la délégation a visité une exposition à la Bibliothèque nationale. Finalement, Mme Ratansi et le secrétaire exécutif ont rencontré des membres du comité directeur des Femmes parlementaires du Commonwealth de la Nouvelle-Zélande et ont discuté de la façon dont les femmes parlementaires canadiennes et néo-zélandaises peuvent travailler ensemble pour atteindre une meilleure synergie.

### **Remerciements**

En conclusion, la délégation souhaite exprimer sa reconnaissance au personnel dévoué de la section de la Nouvelle-Zélande de l'APC pour la réalisation d'un programme élaboré.

## **VISITE AU SAMOA**

### **Géographie**

En Océanie, l'État indépendant de Samoa, appelé les Samoa occidentales jusqu'en 1997, regroupe deux îles principales — Savai'i et Upolu — et sept autres îlots dans l'océan Pacifique Sud entre la Nouvelle-Zélande et Hawaii. Avec une superficie de 2 821 kilomètres carrés, le Samoa représente un peu plus de la moitié de la superficie de l'Île-du-Prince-Édouard. En 2019, la population de Samoa était estimée à 198 000 habitants.

### **Système de gouvernement de Samoa**

Le système de gouvernement de Samoa est une république parlementaire calquée sur le système de Westminster dont le gouvernement est dirigé par un cabinet. Comme le prévoit sa Constitution de 1962, le pouvoir est réparti entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.

Le chef de l'État samoan est le chef du gouvernement — le *O le Ao o le Malo* — qui est nommé par le parti au pouvoir pour un mandat de cinq ans, sans limitation de durée. Il s'agit d'un poste essentiellement cérémoniel et, selon la coutume, il est habituellement confié à l'un des quatre chefs suprêmes. En juillet 2017, Afioga Tuimalealiifano Vaaletoa

Sualauvi II, l'actuel chef de l'État, a prêté serment, succédant à Tuiatua Tupua Tamasese Efi.

Le chef du gouvernement de Samoa, le premier ministre, est élu par l'Assemblée législative (*Fono*). L'actuel premier ministre, Tuila'epa Sailele Malielegaoi, est également ministre des Affaires étrangères et du Commerce, et il occupe le poste de premier ministre depuis 1998<sup>21</sup>

Le Cabinet compte 15 ministères, dont 13 ministres, parmi lesquels on compte deux femmes : la vice-première ministre, également ministre des Ressources naturelles et de l'Environnement, et la ministre de la Condition féminine, du Développement communautaire et social<sup>22</sup>

Le Samoa dispose d'une assemblée législative monocamérale, le Fono, qui compte généralement 49 sièges, mais qui en compte actuellement 50. Les membres sont élus, par les citoyens de 21 ans et plus, selon un système de scrutin uninominal majoritaire à un tour pour un mandat de cinq ans renouvelable. Quarante-sept sièges sont réservés aux Samoans de souche et deux sièges sont ouverts aux membres d'autres communautés ethniques non autochtones. Les dernières élections générales ont eu lieu en mars 2016. Le Human Rights Protection Party (HRPP), au pouvoir depuis 1979, et les indépendants qui le soutiennent ont remporté 46 des 49 sièges. Un amendement constitutionnel de 2013 prévoit qu'au moins 10 % (5 sièges) de l'Assemblée législative doivent être occupés par des femmes. Aux élections générales de 2016, seules quatre femmes ont remporté des sièges, ce qui a entraîné l'ajout d'un siège supplémentaire pour une autre femme, également candidate au HRPP, ce qui porte le nombre total de sièges à l'Assemblée législative à 50. Les prochaines élections auront lieu en 2021.

## Économie

L'économie de Samoa est traditionnellement tributaire de l'aide au développement, des envois de fonds aux familles, de l'agriculture, de la pêche et du tourisme. Le pays a été touché par la crise financière mondiale de 2008 et de nombreuses catastrophes naturelles. Selon l'entreprise britannique Economist Intelligence Unit, le principal défi pour le gouvernement est de maîtriser les finances publiques tout en stimulant la croissance économique dans le but, progressivement, de ne plus devoir compter sur l'aide étrangère. En août 2017, le fabricant de pièces automobiles Yazaki Samoa, qui avait été le plus important employeur privé de Samoa, a fermé ses portes. De nombreuses personnes parmi les quelque 700 employés ont ensuite cherché un emploi auprès de deux autres entreprises, dont la société néo-zélandaise Sleepwell<sup>23</sup>.

## Questions politiques actuelles

En 2008, le gouvernement a mis en œuvre sa loi sur l'enregistrement des titres fonciers, qui permet au ministre des Ressources naturelles de louer, à des tiers, des terres

---

<sup>21</sup> Portail Web officiel du gouvernement de Samoa, [Prime Minister – Palemia](#), 2018.

<sup>22</sup> Ministère du Premier ministre et du Cabinet, [Cabinet Secretariat](#); et portail Web officiel du gouvernement de Samoa, [Cabinet Ministers – Minisita o le Kapeneta](#).

<sup>23</sup> "[Yazaki Samoa employees work final shift after 25 years in business](#)," *Radio New Zealand*, 24 août 2017.



coutumières appartenant à la collectivité sans le consentement des propriétaires fonciers. Cette loi a rencontré l'opposition de divers groupes et, en 2017, le gouvernement a présenté le projet de loi sur l'aliénation des terres coutumières afin de l'actualiser, malgré les critiques<sup>24</sup>. Les manifestations en cours ont attiré des centaines de personnes qui réclament l'abrogation de cette loi, les manifestants faisant valoir qu'elle constitue une aliénation pour les propriétaires fonciers de leur propre propriété.<sup>25</sup> En juillet 2018, un nouveau parti politique a été enregistré, le Samoa First Party, qui a fait campagne pour l'abrogation de la loi, la qualifiant d'illégale.<sup>26</sup> En août 2018, le Samoa Solidarity International Group Global a intenté une action en justice pour contester la constitutionnalité de la loi.<sup>27</sup>

En tant que petit État insulaire ayant connu de multiples catastrophes naturelles, le Samoa est vulnérable aux effets des changements climatiques. La priorité politique permanente du gouvernement sera d'accroître la résilience aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques, tant sur le plan qualitatif que quantitatif, par le biais, par exemple, de la prolongation des réseaux de drainage et la diffusion au niveau local des seuils de réaction aux catastrophes<sup>28</sup>.

Le premier ministre a apporté d'importants changements pour rapprocher le Samoa de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie, s'éloignant des liens traditionnels avec les Samoa américaines et les États-Unis. En 2009, il a décrété unilatéralement que le Samoa passerait à la conduite du côté gauche de la route. En dépit d'une forte opposition et d'une énorme manifestation publique, le changement a été orchestré en toute sécurité, ce qui a ouvert le marché local aux importations de véhicules d'occasion bon marché en provenance du Japon et de la Nouvelle-Zélande. En 2011, le gouvernement de Tuilaepa a présenté un projet de loi visant à déplacer le Samoa à l'ouest de la ligne internationale de changement de date afin de faciliter les relations économiques avec la Nouvelle-Zélande, l'Australie et l'Asie, en faisant en sorte que le Samoa ne soit plus à un jour calendrier derrière ces pays. Cette loi est entrée en vigueur le 31 décembre 2011. Les Samoa américaines demeurent toutefois à l'est de la ligne de changement de date.

### **Relations commerciales entre le Canada et le Samoa**

Le Samoa est admissible à l'aide du Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL) administré par le haut-commissariat du Canada à Wellington. Par l'entremise du FCIL, le Canada a versé plus de 393 750 \$ CAN à des organismes qui mettent en œuvre des projets locaux au Samoa depuis 2012. En 2018-2019, le Canada a versé 108 750 \$ à des projets portant sur des questions liées à l'adaptation aux changements climatiques, à la nutrition, à l'eau et au développement des affaires des femmes entrepreneures.

---

<sup>24</sup> Joyetter Feagaimaali'i-Luamanu, "[Govt. tables Alienation of Customary land Amendment bill](#)," *Samoa Observer*, 4 février 2018.

<sup>25</sup> [Hundreds gather in Samoa to protest about land rights](#)," *Radio New Zealand*, 11 April 2018; "[Protest held against land law](#)," Economist Intelligence Unit, 20 December 2017; and Joyetter Feagaimaali'i-Luamanu, "[Protest march calls on Govt. to repeal land law](#)," *Samoa Observer*, 15 décembre 2018.

<sup>26</sup> Meriana Johnsen, "[Samoa First leader aims to stop customary land leasing](#)," *Radio New Zealand*, 17 août 2018.

<sup>27</sup> "[Samoan PM sued over Land Titles Registration Act](#)," *Radio New Zealand*, 22 August 2018.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 10.

## **Entretiens de la délégation à Apia, au Samoa**

### **Entretien avec M. Aiono Mose Pouvi Sua, président de la Commission de la fonction publique**

Le président de la Commission a rappelé l'engagement du Canada envers le Samoa depuis plusieurs années. Il a mentionné à la délégation que le secteur public représente environ 9 000 employés au Samoa, répartie entre les employés de la fonction publique (moins de 5 000) et les employés des entreprises publiques (environ 4 500). La fonction publique offre des services dont le pays a besoin, mais les ressources limitées sont un enjeu. Il rappelle que la plupart des employés sont gérés par les ministères, mais s'il y a des employés qui sont insatisfaits, ils s'adressent à la Commission. Le recrutement se fait principalement auprès des jeunes qui ont étudié au pays. Cependant, cela est plus difficile pour les emplois exigeant des connaissances techniques avec un niveau d'éducation plus élevé. Il a rappelé les défis de la rétention des employés, surtout des jeunes, pour plusieurs raisons, incluant l'attrait des pays voisins. Pour répondre à des questions des délégués, le président de la Commission a mentionné qu'il n'y a pas de formation par rapport au harcèlement, mais que tous les employés sont informés des règles, incluant le respect des collègues. Cependant, la Commission doit gérer des plaintes de harcèlement. Puisque la rencontre a eu lieu le jour de la Journée internationale des femmes, il a mentionné que beaucoup de travail a été fait pour contrer la violence conjugale, et que dans la fonction publique, les plaintes sont prises très au sérieux.

### **Entretien avec l'honorable Nafitoa Talaimanu Ketu, vice-président du Parlement et représentant de la région Pacifique sur le comité exécutif international de l'APC**

Pour débiter, le vice-président a rappelé la contribution du Canada pour le soutien continu aux députés et aux employés du Parlement, par exemple par l'intermédiaire du programme de l'APC avec l'Université McGill. Il a mentionné plusieurs besoins du Parlement, comme de la formation en procédure pour les nouveaux parlementaires ainsi qu'un système portatif d'enregistrement pour les audiences publiques. Le Parlement a normalement 49 sièges. Cependant, la Constitution prévoit que la représentation des femmes doit atteindre 10 % des sièges, alors un siège a été ajouté. Il a rappelé que le pays est très touché par les changements climatiques. Le pays a récemment adopté une loi pour abolir les sacs de plastique, loi qui a eu des retombées positives sur la gestion des déchets. Le vice-président était un policier avant de devenir politicien en 2016. Il a mentionné que le pays a environ 700 policiers, dont 170 sont des femmes.

### **Entretien avec l'honorable Fiame Naomi Mataafa, première ministre intérimaire**

Selon la première ministre par intérim, la délégation canadienne est probablement la plus grosse délégation à visiter le pays depuis 1985. Étant donné la Journée internationale des femmes, plusieurs sujets concernant les femmes ont été abordés lors des discussions, comme la représentation des femmes au Parlement. Elle a rappelé le seuil plancher de 10 % des femmes, qui n'est pas un plafond, mais un objectif à atteindre. La loi a permis d'augmenter à 5 femmes. Le système politique, incluant le financement, peut aussi empêcher l'augmentation de la représentation des femmes. En ce qui concerne les

changements climatiques et la contribution à l'Accord de Paris, la priorité pour les îles du pacifique est les énergies renouvelables. Les coûts de production de l'électricité sont très élevés, car on utilise des carburants fossiles. Le pays s'est récemment attaqué au problème du plastique, mais la gestion des déchets en général est aussi un enjeu important.

### **Visite des projets**

Les quatre projets visités par la délégation au Samoa ont reçu du financement du gouvernement du Canada, principalement par l'entremise du Fonds canadien d'initiatives locales.

#### **Conseil du village de Faleu — Comité de développement de Faleu (18 500 \$ CAN)**

*Améliorer la capacité d'adaptation des résidents du village de Faleu afin qu'ils soient en mesure de faire face aux effets des changements climatiques par la construction d'un pavillon pour les passagers des bateaux et d'un meilleur système de recyclage et de confinement des déchets.*

Ce projet du Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL), d'une durée de deux ans, a rendu possible la construction d'un quai à l'île Manono des Samoa et l'a rendu plus sûr par la réparation d'un ouvrage longitudinal en façade du quai et la réparation d'un garde-corps. L'ouvrage longitudinal garantit la sûreté au quai des passagers embarquant et débarquant, plus particulièrement des élèves dont la traversée de 20 minutes permet de se rendre en classe sur l'île principale. Plus de 240 habitants de l'île profiteront des améliorations apportées au quai.

#### **Samoa Victim Support Group (SVSG) (30 000 \$ CAN) (Groupe de soutien des victimes samoanes)**

*Génération de revenus durables et travail autonome des « nofotanes »*

Le FCIL a financé le mentorat de 400 « nofotanes », ainsi que des ateliers à leur intention. Les « nofotanes » sont des femmes qui se marient en dehors de leur village, ce qui les expose à une importante stigmatisation sociale et réduit leurs possibilités d'emploi.

Seize ateliers accordant une attention particulière à l'acquisition de compétences financière chez les participantes, notamment en ce qui a trait à l'établissement de budgets, à l'épargne et au marketing, ont été offerts. Ces ateliers étaient menés par des institutions financières de la région, y compris la Banque du Pacifique Sud et la Banque commerciale des Samoa. Les deux banques ont proposé leur programme de prêts pour la création de petites entreprises à 300 des « nofotanes ». Le SVSG a tenu des consultations avec la société Women in Business Development Incorporated (WIBDI) et la Chambre de commerce des Samoa pour établir des liens avec le marché pour 386 de ces femmes.

Pour marquer la fin du projet, on a organisé un jour de marché qui s'est tenu lors de la Journée internationale des femmes (le 8 mars) afin de permettre aux « nofotanes » de vendre leurs produits. Les délégués ont été impressionnés de voir ces femmes transformer des déchets en des biens de consommation et les ont aidées en achetant certains de leurs produits.

### **Women in Business Development Incorporated (WIBDI) (35 000 \$ CAN) (Femmes en développement des affaires)**

*Mise à niveau d'un logiciel et d'un serveur afin d'enregistrer les données appropriées relatives aux normes biologiques internationales en améliorant les technologies numériques en place.*

Par le biais de ce projet du FCIL, la WIBDI a mis à niveau son logiciel et son serveur afin de veiller à ce qu'il puisse enregistrer les données appropriées relatives à la certification biologique internationale. L'organisation a acheté de nouveaux ordinateurs portatifs, un serveur plus performant et un logiciel bureautique à jour.

Un total de 23 employés ont reçu une formation sur la gestion informatique et le stockage approprié de fichiers dans le cadre d'activités en cours visant l'amélioration de la durabilité de l'organisation. Le projet profitera indirectement aux nombreux représentants du secteur agricole (plus de 1 300 agriculteurs) qui collaborent avec la WIBDI et interviennent dans la chaîne de valeur et les processus de l'organisation. Ces chaînes de valeur ont connu beaucoup de succès, permettant à l'organisation de conclure des contrats d'exportation avec plusieurs grandes marques.

Les travaux de la WIBDI portant sur l'agriculture biologique font partie du plan de développement stratégique des Samoa.

### **Fiducie pour le développement de Poutasi (30 000 \$ CAN)**

*Mise en place d'une cuisine commerciale et d'enseignement pour préparer des repas sains*

Le FCIL a aidé la Fiducie pour le développement de Poutasi à agrandir la salle commémorative de son village afin d'y intégrer une cuisine commerciale et d'enseignement. Cette dernière servira à enseigner à des membres de la collectivité à cuisiner des aliments sains au moyen d'ingrédients locaux.

La nourriture et les boissons santé sont également vendues dans les écoles locales.

### **Remerciements**

La délégation tient à remercier le personnel dévoué du ministère des Affaires étrangères et du Commerce de Samoa ainsi que la section de Samoa de l'APC pour la réalisation du programme.

## **Conclusion**

La délégation souhaite exprimer sa reconnaissance au haut-commissaire du Canada en Nouvelle-Zélande, M. Mario Bot, et au personnel dévoué du haut-commissariat pour la réalisation d'un programme très élaboré et pour le bon déroulement de la visite. En plus du personnel du haut-commissariat, les délégués tiennent à remercier les représentants d'Affaires mondiales Canada et de la Bibliothèque du Parlement qui ont participé à la préparation des documents d'information nécessaires.

Respectueusement soumis,

Yasmin Ratansi, députée  
Présidente de la Section canadienne de  
l'Association parlementaire du Commonwealth (APC)

## Dépenses de voyage

<b>ASSOCIATION</b>	Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth
<b>ACTIVITÉ</b>	Visite bilatérale en Nouvelle-Zélande et au Samoa
<b>DESTINATION</b>	Auckland et Wellington (Nouvelle-Zélande) et Apia (Samoa)
<b>DATES</b>	Du 1 <sup>er</sup> au 10 mars 2019
<b>DÉLÉGATION</b>	
SÉNAT	L'hon. Vernon White
CHAMBRE DES COMMUNES	M. Richard Cannings, député M. Sukh Dhaliwal, député M <sup>me</sup> Yasmin Ratansi, députée
PERSONNEL	M. Rémi Bourgault, secrétaire d'association
<b>TRANSPORT</b>	47 407,00\$
<b>HÉBERGEMENT</b>	6 401,62\$
<b>HOSPITALITÉ</b>	33,99\$
<b>INDEMNITÉS JOURNALIÈRES</b>	5 923,08\$
<b>CADEAUX OFFICIELS</b>	795,16\$
<b>DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION</b>	0,00\$
<b>TOTAL</b>	<b>60 560,85\$</b>